

REVUE de la PRESSE RWANDAISE

Bimensuel qui résume en français les principaux articles de tous les périodiques parus en kinyarwanda (au Rwanda ou dans les pays d'alentour)

Nouvelle Série : SOMMAIRE DU N° 5 : 16 - 30 Novembre 1994

- Imboni	n° 1	novembre 1994 page 3
- Imvaho Nshya	n° 1051	16 - 22 novembre 1994 pages 3 - 8
- Imvaho Nshya	n° 1052	23 - 29 novembre 1994 pages 8- 12
- Kangura	n° 63	15 - 30 novembre 1994 pages 12- 15
- L'arc-en-ciel	n° 1	novembre 1994 pages 15 -17
- La voix du réfugié rwandais	n° 1	novembre 1994 pages 17 - 19
- Le Messager - Intumwa	n° 45	24 novembre 1994 pages 19-22
- Le Moniteur	n° 2	17 - 23 novembre 1994 pages 22-23
- Le Tribun du Peuple	n° 36	novembre II 1994 pages 24-27
- Le Tribun du Peuple	n° 37	novembre III 1994 pages 27-32
- Rwanda Rushya	n° 56	novembre 1994 pages 32-35

REVUE DE PRESSE

Editeur : A.S.B.L. DIALOGUE
Momentanément en
Belgique
322, rue du Noyer - 1040
Bruxelles
Tél/Fax : (32.2) 735.39.16

Directeur a.i.: Père Guy THEUNIS

IMBONI n° 1, Novembre 1994

Editorial : Imboni n°1, novembre 1994, pages 2 et 3

La presse privée a le plaisir de présenter au public un nouveau journal dénommé "*IMBONI*" (la pupille). La pupille, c'est le coeur de l'oeil. C'est elle qui enregistre ce qui défile devant l'oeil. En même temps qu'elle enregistre, elle analyse et distingue ce qui est utile ou nuisible à l'oeil. Lorsque la pupille ne fonctionne plus, l'homme est désorganisé, il ne sait plus séparer le bien et le mal. Lorsqu'on se remémore ce qui s'est passé au Rwanda où l'on confondait le bien et le mal, on conclut que les Rwandais avaient des yeux dépourvus de pupilles. Le journal "Imboni" a l'objectif de leur ouvrir les yeux. Il produira des articles basés sur la vérité et des pensées constructives pour le pays, la vie économique, la critique historique, la créativité...

La philosophie de l' *Ubwenge* (la ruse).

Olivier Manzi, Imboni n°1, novembre 1994, pages 3 à 5

Le malheur qui s'est abattu sur le Rwanda a pour origine la philosophie de l'"*ubwenge*" (ruse). Celle-ci consiste à se faire passer pour plus malin que les autres et à montrer au public le bon côté de soi. Certains étrangers qualifient les Rwandais de menteurs et de fourbes parce que ceux-ci se croient plus malins que les autres peuplades. Cependant chaque peuple possède sa "philosophie de l'Ubwenge". C'est pourquoi les cultures, les comportements et les modes de pensée diffèrent de pays en pays. La sagesse rwandaise veut que tout Rwandais soit réservé et se conduise avec bienveillance et finesse. Cette philosophie a viré vers la caricature le jour où certains ont appris à la jeunesse l'égoïsme, la malhonnêteté, voire le terrorisme.

Bernard Kayumba, survivant du génocide.

Olivier Manzi, Imboni n°1, nov. 1994, pages 6 et 7

M. Bernard Kayumba, 24 ans, originaire de Gitesi en préfecture de Kibuye, est étudiant au grand séminaire. Il a survécu au génocide qui a emporté plus de 30.000 personnes de sa région natale. Dans l'interview qu'il a accordée au journal "Imboni", il explique comment lui et ses voisins ont lutté contre une armée de militaires et de milices "Interahamwe" munis de fusils alors que eux, ne disposaient que des armes traditionnelles. Mille personnes ont pu survivre parmi ceux qui avaient résisté.

IMVAHO NSHYA n° 1051, 16 - 22 Novembre 1994

Le bras droit ignore ce que fait le bras gauche

**Mweusi Karake, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994,
page 1**

Les Accords d'Arusha avaient prévu les modalités de rapatriement, d'accueil, d'installation des anciens réfugiés et de la réintégration des déplacés de guerre dans leurs biens. Au moment des négociations de ces Accords, personne ne pensait à la reprise des hostilités, à la rentrée massive et désordonnée des

réfugiés, à l'installation de ces réfugiés dans les biens des déplacés et aux innombrables orphelins. La situation qui prévaut actuellement au Rwanda exige une nouvelle législation car certains principes des Accords d'Arusha sont devenus caducs. Les autorités en place ne savent plus quelle voie suivre. Chacun agit comme il l'entend, comme si le bras droit ignorait ce que fait le bras gauche.

Le Vice-président dénonce les recommandations du Conseil de sécurité de l'ONU

Goretti Uwibambe, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 94, page 2

Le général major Paul Kagame, vice-président de la République et ministre de la Défense, a tenu une conférence de presse, le 10 novembre 94, au cours de laquelle il a notamment accusé le Conseil de Sécurité de l'ONU d'être partial vis-à-vis des acteurs du génocide rwandais. Les vrais coupables se trouvant à l'étranger subiront moins de peines que les exécutants qui sont encore sur le sol rwandais. Les situations nouvelles appellent une législation nouvelle car les lois sont faites pour les hommes et par les hommes. En marge de ce problème concernant le Tribunal International, le général major Paul Kagame a dû répondre aux questions relatives à la sécurité intérieure et à l'attaque éventuelle des militaires du gouvernement en exil.

Stop Press, Mweusi Karake, Imvaho Nshya n°1051, 16-22 novembre 1994, page 2

L'organisation "Médecins Sans Frontières" (MSF) aurait arrêté son action humanitaire à Bukavu (Zaïre). Son porte-parole, M. Jean Louis Lacus, a déclaré que MSF ne peut plus travailler dans les camps car ceux-ci sont contrôlés par le gouvernement déchu, que le nombre de réfugiés est exagéré et que les camps sont devenus un terrain d'exercice pour les milices.

Si tu veux vivre, respecte la vie des autres !

Pay-Pay Pius Gatambiye, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994, page 3

Le 12/11/1994, le président de la République a visité la commune de Ntongwe, l'une des 17 communes de la préfecture de Gitarama. C'est l'une de celles qui ont le plus souffert du génocide. Avant la guerre, elle comptait 76.000 habitants ; il n'en reste que 55.000. Dans son discours, le président a appelé la population au respect de la personne humaine. "*Si tu veux vivre, respecte la vie de l'autre*" a-t-il dit. Pour sa reconstruction, la commune a besoin d'outils agricoles, de semences, de provisions en aliments et en médicaments ainsi que du personnel pour la relance des services publics.

Les habitants de la sous-préfecture de Ruhango accusent la MINUAR
Charles Sembeba, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994,
page 3

Au cours d'une réunion de la population, tenue le 13/11/94, à la sous-préfecture de Ruhango, les habitants ont accusé les soldats de la MINUAR. Ils leur reprochent de soutenir les malfaiteurs qui s'adonnent au vol, au pillage et sèment l'insécurité dans les communes frontalières de la préfecture de Gikongoro. Le représentant de la MINUAR qui était présent a déclaré être surpris par ces accusations et a promis de redresser la situation.

Le secteur de l'industrie a été sérieusement touché
Goretti Uwibambe, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994,
page 4

Les événements d'avril 1994 n'ont pas laissé que des victimes humaines. Le secteur de l'industrie en a souffert également. Les usines ont été démolies ou pillées ; les petites machines ont été volées ; les grosses machines ont été mises hors d'usage. Le peu d'employés qui restent en vie ne sont outillés ni financièrement, ni matériellement pour relancer les activités de ces usines. Les propriétaires, quant à eux, demandent l'exonération des taxes pour pouvoir démarrer, mais l'Etat est à son tour confronté à une pénurie grave d'argent.

M. Wellars Banzi, ancien président du MRND à Gisenyi, est bel et bien chez lui.
Immaculée Mukanyonga, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994, page 5

M. Wellars Banzi, adhérent du MDR-Parmehutu lors de la première République, fut nommé président du MRND à Gisenyi par la deuxième République. Au début des événements d'avril 94, il s'est réfugié à Goma et après la prise du pouvoir par le FPR, il est rentré chez lui à Gisenyi, ce qui a étonné les Rwandais de l'intérieur et de l'étranger. Il a déclaré qu'il a été nommé président du MRND sans être consulté et l'a accepté pour sa sécurité. Il est revenu au Rwanda car il n'a pas été complice du génocide et n'a jamais cautionné la thèse du monoethnisme soutenue par le régime Habyalimana.

Les problèmes de l'enseignement : une voie de solution
Vénérande Hategekimana, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994, page 6

Les classes terminales du cycle secondaire ont commencé après maints problèmes relatifs à la carence des professeurs et au nombre trop élevé d'élèves. Les autres classes devraient commencer mais le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire se heurte aux problèmes de reconstruction et de réhabilitation des écoles, d'achat de matériel scolaire et du personnel enseignant. Quant au concours de fin du cycle primaire, il sera fait en décembre 1994. Cependant le gouvernement doit d'abord trouver 50 millions de Frw pour faire les opérations de préparation, d'exécution et de correction dudit concours.

A Kicukiro, c'est le drame !

**Louis Sibomana, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994,
page 6**

On avait espéré qu'avec la fin de la guerre, le calme reviendrait et que les vols diminueraient. Mais on s'est trompé. Quand on laisse sa maison sans gardien, au retour on la retrouve vide, d'autant plus que la plupart des maisons n'ont plus ni portes ni fenêtres. Le quartier le plus touché est celui de Kicukiro ; la brigade de Gikondo est dépassée !

Si vous refusez de céder la maison, entretenez-la au moins !

**Louis Sibomana, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994,
page 7**

Le problème de logements devient de plus en plus crucial à Kigali. Les gens s'installent dans des maisons qui ne leur appartiennent pas et refusent de les céder aux propriétaires avec tous les risques que les réclamations entraînent. Un autre problème est que ceux qui occupent illégalement les maisons cassent les portes et les serrures, font du feu à l'intérieur et abîment les meubles. Les autorités locales sont dépassées par ce problème.

Que le tourisme reprenne au Rwanda !

**Ferdinand Murara, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994,
page 7.**

Les sites et les infrastructures touristiques ont été endommagés par la guerre. Si des dégâts ont été causés au parc de l'Akagera, aux forêts de Nyungwe et de Gishwati, le parc des Volcans est resté intact. Malgré la carence de moyens de transport et de communication, l'Office National du Tourisme et des Parcs Nationaux réorganise le secteur du tourisme et s'attelle à trouver des solutions aux problèmes.

Le nouveau gouvernement de M. Kambanda

**Goretti Uwibambe, Imvaho Nshya n°1051, 16-22 novembre 1994,
page 7**

Le nouveau gouvernement de M. Kambanda compte 7 ministres : MM. Kalimanzira Callixte: ministre des Affaires Sociales et des problèmes des Réfugiés ; M. Joseph Kalinganire, ministre de l'Information ; M. Jérôme Bicamumpaka, ministre des Affaires Etrangères ; M. Innocent Habamenshi, ministre des Finances et de l'Equipement,; colonel Gasake, ministre de l'Armée ; M. Stanislas Mbonampeka, ministre de la Justice ; M. Frédéric Kayogira, ministre de la Jeunesse et de la Mobilisation.

Punir les assassins, c'est éviter d'autres massacres

Henri Mugabo, Imvaho Nshya n°1051, 16-22 novembre 1994, page 8

De l'époque de la monarchie à la fin de la 2ème République, les crimes n'ont jamais été punis. Les différents régimes qui se sont succédés au Rwanda n'ont jamais accordé sa valeur à la personne humaine. Si les auteurs du dernier génocide ne sont pas punis, on doit s'attendre à une catastrophe pire que la précédente. Les résolutions du Conseil de Sécurité sur le Tribunal International vont dans le sens de l'impunité. Elles disent notamment que le Tribunal tiendra ses assises en dehors du Rwanda, qu'aucun Rwandais n'en fera partie, que les crimes commis avant le 1er janvier 1994 ne seront pas poursuivis, que la peine capitale n'est pas envisageable. Toutes ces mesures ne permettront pas d'éviter définitivement d'autres entraves aux droits de la personne humaine sur le sol rwandais.

Au Mutara, la vie reprend au ralenti

Hélène Nyirabikali, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994, page 9

Le 21/11/1994, les journalistes de l'Imvaho Nshya ont visité la région du Mutara. Ils ont constaté que la vie reprend progressivement mais dans des conditions difficiles. La population est confrontée au problème du manque de soins et d'eau. L'alimentation est insuffisante et de mauvaise qualité ; les écoles sont quasi inexistantes. Les champs restent en friche, faute d'outils agricoles, de semences et de pluies.

Les marchandises du Rwanda sont bloquées en Tanzanie

Goretti Uwibambe, Imvaho Nshya n° 1051, 16-22 novembre 1994, page 9.

Des marchandises destinées au Rwanda ont été bloquées au port de Dar-es-Salaam lorsque la guerre a éclaté le 6 avril 1994. Les marchandises étaient estimées à 23.492 tonnes à la fin du mois de juillet 1994. Une partie se trouve encore en dépôt, une autre a été détournée par les anciens tenants du pouvoir déchu ou par des commerçants débiteurs de banques qui veulent échapper au remboursement.

Les amis du Rwanda sont déterminés à l'aider

Charles Sembeba, Imvaho Nshya n°1051, 16-22 novembre 1994, page 10

Le ministre de la Santé, le Dr Colonel Karemera, a réceptionné divers médicaments offerts par l'UNICEF. Cet organisme a promis un don d'outils de santé dans un proche avenir. La Norvège a fait un don de 35 tonnes de médicaments et d'appareils divers à ce même ministère. La Tunisie et l'Italie ont aussi offert des aides substantielles dans ce domaine.

**Même si tu souffres...,
Gertrude Nyiratebuka,
Imvaho Nshya n°1051, 16-22 nov. 1994, page 10**

Les Rwandais avaient espéré se défaire du régime dictatorial sans bain de sang. Mais le sang a été versé et la vengeance ne peut qu'entraîner d'autres victimes innocentes. Les soldats doivent prendre conscience qu'ils appartiennent au pays, qu'ils doivent respecter les lois. La vengeance ne peut que mener à une guerre continuelle, ce qui conduirait le pays au néant.

IMVAHO NSHYA n° 1052, 23 - 29 Novembre 1994

**Les noces sans champagne sont à la mode. Les officiers donnent le premier exemple
Mweusi Karake, Imvaho Nshya n° 1052, 23-29 novembre 1994,
page 1**

Avant la guerre, les Rwandais rivalisaient à faire des fêtes grandioses surtout lors des mariages. Actuellement, ceux qui assistent aux noces des officiers sont surpris par leur sobriété : l'habillement est simple ; on ne sert que du Fanta et de la bière de sorgho. Le temps du champagne et des bières importées est révolu. Tout le monde est conscient que l'heure des réjouissances n'est pas encore arrivée ; souvent l'assemblée observe quelques minutes de silence en mémoire des victimes du génocide et de ceux qui sont morts au front.

**Tout va bien à la Banque Nationale du Rwanda
Hélène Nyirabikali, Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994,
page 2**

La Banque Nationale du Rwanda qui a rouvert ses portes vient de révéler au public que le gouvernement en exil a emporté la somme de 21.382.831.211 Frw. Le nouveau gouverneur de cette banque, M. Gérard Niyitegeka, a déclaré qu'à l'ouverture du coffre, tous les billets de 5.000 et de 500 étaient partis mais que la caisse de comptage et de triage contenait des billets de toutes sortes ainsi que des pièces toutes nouvelles. Cependant, il a déploré le manque de devises et la pénurie du personnel qui freinent respectivement la relance économique et le bon fonctionnement de la banque.

**Quand les autres banques ouvriront-elles ?
Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994, page 3**

La Banque de Kigali fonctionne et reçoit des clients. La Banque Commerciale devrait rouvrir ses portes car son coffre contient 100 millions de francs rwandais qui n'ont pas été volés. Les agents de la Banque Continentale Africaine au Rwanda (BACAR) attendent l'autorisation de la maison-mère qui est au Grand Duché de Luxembourg. Les autres institutions bancaires comme l'Union des Banques Populaires, la Caisse d'Epargne, la CEPES ont encore une série de problèmes, les uns plus graves que les autres, à résoudre avant la reprise des activités.

On a présenté Mme Agathe Uwilingiyimana autrement qu'elle n'était !

Goretti Uwibambe, Imvaho Nshya n° 1052, 23-29 novembre 1994, page 3

Mme Agathe Uwilingiyimana a été traitée de tous les noms et accusée des pires vices par le clan Habyalimana. Pourtant, ses proches qui la connaissaient mieux que quiconque, trouvaient en elle une femme de grande valeur. Elle marchait dans la vérité. Elle était simple, accessible et laborieuse. Ses amis lui disaient qu'un jour "*Kinani*" (l'Invincible) la tuerait. Elle répondait : "*Qu'il me tue, je ne peux plus reculer*".

Major Assane : "*Il n'y a pas d'uniforme pour distinguer les Hutu, les Tutsi et les Interahamwe*"

Pay-Pay Pius Gatambiye, Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994, page 3

Le Major A.Y. Assane est un officier d'origine ghanéenne, un des responsables de la MINUAR à Gikongoro. Il reconnaît que la guerre est terminée mais que le rôle de la MINUAR II est d'assurer la sécurité de la population locale et de veiller au rapatriement des réfugiés. Il nie les violences commises par le nouveau pouvoir à l'endroit des récents réfugiés qui rentrent mais déplore la présence d'éléments perturbateurs dans les camps qui y font une mauvaise propagande. "*Il n'est pas facile d'identifier ces éléments, dit-il, car pour la MINUAR, tous les réfugiés se ressemblent*". Il affirme que les casques bleus venant du Ghana entretiennent des relations de bonne collaboration avec le gouvernement de Kigali.

La réouverture de l'Union des Banques Populaires du Rwanda n'est pas pour bientôt !

Immaculée Mukanyonga, Imvaho Nshya n° 1052, 23-29 novembre 1994, page 4

Les problèmes de l'Union des Banques Populaires sont complexes : vols d'une somme importante, d'ordinateurs, de véhicules et de dossiers, destruction de bâtiments; 16 des 140 succursales de cette institution peuvent fonctionner. La plupart des biens de ces banques sont au Zaïre car MM. Augustin Bizimana (ex-ministre de la Défense Nationale) et Jean Kambanda (Premier ministre du gouvernement déchu) en dirigeaient le Conseil d'Administration. Il sera très difficile de récupérer l'argent donné en crédit, car les biens hypo-théqués ont été détruits et les débiteurs sont à l'étranger. Le gouvernement suisse qui avait financé le projet des Banques Populaires et le gouvernement rwandais devraient se concerter sur la manière de relancer leurs activités .

Les prix sont trop élevés dans les marchés

Louis Sibomana, Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994, page 4

Les projets d'élevage de volailles comme l'EVOKI de Kicukiro n'existent plus. Ceux qui font ce genre d'élevage fixent les prix en dollars. Ainsi, un oeuf revient à 50 Frw et une poule à 1.000 Frw. Ces prix sont inaccessibles pour la majorité des Rwandais. Il est temps que les projets d'élevage de volailles soient relancés.

En quelle langue enseignez-vous ?

Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994, page 4

Les écoles primaires ont repris en septembre 1994. En plus de la jeune population habituelle, elles ont accueilli les enfants rentrés des pays limitrophes. Les gens se demandent comment les instituteurs se font comprendre par ces enfants surtout avec la nouvelle terminologie du kinyarwanda. Les instituteurs interrogés affirment ne pas avoir de problèmes. Ils expliquent les nouveaux termes dans la langue usuelle et les nouveaux élèves comprennent sans difficulté.

Les problèmes des fonctionnaires en voie de solution !

Immaculée Mukanyonga, Imvaho Nshya n° 1052, 23-29 novembre 1994, page 5

Les problèmes des fonctionnaires sont nombreux : chômage, retard de paiement des salaires, retraite forcée. Le ministre de la Fonction Publique, M. Alexis Kanyarengwe, est au courant de ces problèmes ; son ministère est confronté au manque de moyens matériels, financiers et humains. Il a affirmé qu'il sera tenu compte de l'ancienneté, du grade réel, du diplôme et des compétences. L'apparence physique ou l'appartenance à un parti ne pourront plus influencer l'engagement ou l'affectation à un poste. Par ailleurs, le ministère compte sur le soutien de la Caisse Sociale du Rwanda pour régulariser les salaires des nouveaux retraités.

Le président de la République à Butare.

Imvaho Nshya n° 1052, 23-29 novembre 1994, page 6

Pendant la semaine du 16 au 22 novembre, le président de la République rwandaise, M. Pasteur Bizimungu, a rendu visite aux habitants de Butare. Il a dirigé des réunions avec les bourgmestres, les conseillers et les chefs de cellule. Beaucoup de problèmes ont été soumis à son attention, notamment : l'insécurité causée par les milices Interahamwe réfugiés au Burundi ou cachés dans les camps de Gikongoro, la vengeance des mili-taires et les dénonciations injustifiées ; la question de la succession des terres appartenant aux récents réfugiés ou aux victimes du génocide; la faim et la pauvreté de la population ; le manque de moyens matériels, financiers et humains pour relancer les services de santé, d'éducation, des coopératives et projets de développement...

La sécurité est totale en commune Kanombe

**Louis Sibomana, Imvaho Nshya n° 1052, 23-29 novembre 1994,
page 8**

"Je viens de terminer mon mandat et la sécurité est totale en commune Kanombe" déclare M. Sylvain Karasira, qui dirigeait provisoirement cette commune. Celle-ci était vidée de ces habitants immédiatement après la guerre mais, depuis lors, les réfugiés sont rentrés du Zaïre et ne le regrettent pas. Ils déplorent les conditions de vie dans les camps ainsi que l'autoritarisme des *Interahamwe*.

La région sanitaire de Ruhengeri est confrontée à de graves problèmes de santé

**Solange Ayanane, Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994,
page 8**

L'hôpital urbain, les dispensaires et les Centres nutritionnels de la région sanitaire de Ruhengeri fonctionnent mais sont confrontés à des problèmes multiples, notamment le manque de médicaments, le nombre considérable de malades, les maladies causées par la non vaccination des enfants et des mères, la mortalité trop élevée à cause de la malaria et de la pneumonie. Les bienfaiteurs comme MSF Hollande, le Save Children et les Soeurs des Anges ont contribué à la reprise de l'hôpital de Ruhengeri mais cette aide a été minime. Cet hôpital a besoin d'autres fonds pour rouvrir les services de radiographie, d'échographie et d'ORL.

La mort de Fridolin Hatungimana : un mystère !

**Ferdinand Murara, Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994,
page 9**

Depuis la mort du président Ndadaye, les divisions et les haines ethniques ne font que croître au Burundi. Des massacres qui s'en sont suivis, on en est arrivé à la création spontanée des communes et des quartiers de Hutu d'une part et de Tutsi d'autre part. La mort de M. Fridolin Hatungimana a aggravé la situation. Militant du parti UPRONA, il dirigeait le bureau de campagne au moment des élections présidentielles de 1993, quand M. Melchior Ndadaye l'a emporté sur M. Pierre Buyoya. Depuis lors, les Tutsi de l'UPRONA ont commencé à le suspecter et à l'isoler d'autant plus que les massacres qui ont suivi la mort de Ndadaye n'ont pas touché sa famille. C'est dans ce climat de suspicion et d'isolation qu'il a été assassiné. On a retrouvé son corps dans son bureau. Sa mort reste inexplicée.

Une femme nommée vice-présidente du pays en Ouganda

**Mweusi Karake, Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994,
page 10**

Le président Yoweri Museveni vient de remanier les hautes instances de son pays. C'est dans ce cadre qu'il a nommé le Docteur Spéciosa Wandira Kazibwe au poste de vice-président de l'Ouganda. Elle était précédemment ministre du Tourisme et de l'Environnement. Répondant aux journalistes qui lui demandaient ce qu'elle ressentait, elle a dit : *"Je suis plus heureuse que le jour de mon mariage"*.

Les déplacés de guerre rentrent en masse.

Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994, page 10

Les déplacés de guerre qui s'étaient réfugié dans la zone ex-turquoise rentrent massivement dans leurs régions d'origine. Durant la journée du 18 novembre 1994, le journaliste de l'Imvaho Nshya a dénombré 370 personnes rentrant de Cyangugu et 358 venant de Gikongoro. Tous les réfugiés de cette zone voudraient réintégrer leurs biens mais ils ont des problèmes de déplacement.

STOP PRESS- On continue à nous voler !

Imvaho Nshya n°1052, 23-29 novembre 1994, page 10

Bien que la Tanzanie ait déjà rendu des avions petits porteurs à l'Etat rwandais, des malfaiteurs continuent à le dépouiller par le port de Dar-es-salaam. Le thé de Cyangugu est exporté par la ligne Bukavu (Zaïre), Kigoma (Tanzanie) jusqu'au dit port. La compagnie maritime belge "AMI" figure parmi ceux qui font ce commerce illégal.

KANGURA n° 63, 15 - 30 Novembre 1994

Les massacres au Rwanda: du jamais vu dans l'histoire mondiale!

Kangura n° 63, 15-30 novembre 1994, pages 1 à 3

Que se passerait-il si MM. Pasteur Bizimungu, Faustin Twagiramungu ou Paul Kagame mourraient ? Que deviendraient les Hutu de l'intérieur si les réfugiés Hutu attaquaient le Rwanda ? Ces questions préoccupent chacun des réfugiés. Ceux qui parlent de vengeance envers les Hutu du Rwanda sont des ennemis du peuple. Si les Hutu en exil veulent libérer leur pays, c'est pour soustraire les autres Hutu du joug du FPR.

Que demandons-nous aux Hutu du Rwanda ?

Ngeze Hassan, Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, page 3

Les Hutu qui sont au Rwanda sont persécutés, ils sont traités de milices *Interahamwe* ou *Impuzamugambi* (du CDR). Ils ne doivent pas avoir honte d'être traités de miliciens. Ils doivent au contraire se préparer au combat pour se défendre et résister aux réfugiés le jour où ceux-ci attaqueront.

Les Hutu ne doivent pas désespérer !

Nkundurwanda, Kangura n° 63, 15-30 novembre 1994, pages 3 à 5

Les Hutu devaient fêter les 35 ans de la Révolution populaire de 1959, le 1er novembre 1994. A cette date, ils étaient dans le deuil car cette révolution venait d'être détruite par le FPR. Pourtant, ils ne doivent pas désespérer : ce n'est pas la première fois dans l'histoire d'un pays qu'on parle de contre révolution ou de restauration ; le FPR gouverne un pays vide de sa population ; les Hutu "veulent"

et "peuvent" rentrer de force, ils n'ont pas oublié les méfaits du régime tutsi avant la révolution de 1959. Les Hutu ont perdu la bataille mais ils gagneront la guerre. Ils doivent dès lors jouer la politique de l'unité, sensibiliser la Communauté internationale, exploiter les mass-média et préparer minutieusement le combat des armes.

Après le maquis, les Inkotanyi (FPR) se mettent à nu.

Jacques Turana, Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, pages 6 et 7

Au Rwanda, les journalistes et les politiciens se contredisent souvent. Un exemple frappant est celui du comportement des militaires du FPR. Tantôt les journalistes vantent leur discipline, tantôt on entend les autorités de Kigali les mettre en garde parce qu'ils s'adonnent au vol, au pillage, à la violence et à la débauche. La Communauté internationale commence à découvrir les mensonges du FPR. Elle exige que tous les réfugiés puissent rentrer ; c'est à cette seule condition qu'elle soutiendra la reconstruction et la relance économique du pays.

L'intelligence viendra après l'ignorance

Pablo Ngabidasunikwa, Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, pages 7 et 8

Avant l'attaque du Rwanda par le FPR, les Hutu ne comprenaient pas l'importance des mass-média. Les autorités de cette époque jugeaient les journalistes comme quantité négligeable. Ils l'ont regretté plus tard alors que la Communauté internationale les méprisait et leur préférait le FPR. Personne ne pouvait imaginer que la guerre menée par le FPR était ethnique. Personne ne croyait que le FPR commettait des violences. Actuellement, tous les pays ont compris que la guerre du Rwanda est ethnique et ce, grâce à la sensibilisation de la presse. Il est important que celle-ci continue à dire la vérité et à dévoiler le vrai fond de cette guerre.

Révélations aux Hutu qui sont au Rwanda

Ngeze Hassan, Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, pages 8 et 9

Parmi les Tutsi qui sont au pouvoir, il y a deux factions. La première est constituée de Tutsi extrémistes, rangés derrière M. Alfred Rwigema, qui ne tolèrent ni M. Pasteur Bizimungu ni M. Alexis Kanyarengwe, jugés coupables des massacres de 1959 et de 1973. La deuxième est celle de Paul Kagame : ils prennent les Hutu comme un paravent pour montrer que l'ethnie hutu est associée au pouvoir. Que cache le jeu de M. Kagame et de ses adhérents ? La réalité est que la situation est tendue. Certains Tutsi voudraient faire disparaître M. Pasteur Bizimungu pour pouvoir introniser le général Kagame. Les Tutsi extrémistes, eux, voudraient tuer Kagame pour trouver un prétexte d'éliminer les Hutu du gouvernement et jouir seuls du pouvoir.

**La mânes de M. Boutros Ghali dans les camps des réfugiés
Pablo Ngabidasunikwa, Kangura n°63, 15-30 novembre 1994,
pages 9 et 10**

Les réfugiés rwandais, surtout ceux des camps de Goma, vivent dans des conditions inhumaines, ils ne reçoivent presque plus rien comme aide. On dirait que les organismes d'assistance humanitaire ont fait un embargo sur les camps. L'aide alimentaire a fortement diminué, les soins de santé ne se donnent plus convenablement ; à croire que le personnel médical étranger n'était venu que pour soigner les épidémies de choléra et de dysenterie. Les réfugiés n'aspirent plus qu'à rentrer, c'est leur seul espoir. Qu'ils n'essayent pas de rentrer individuellement : les Hutu sont maltraités au Rwanda !

**Les Hutu qui ont fui le FPR sont nombreux.
Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, page 11**

Quand on circule dans les camps du Zaïre, de la Tanzanie et du Burundi, on est étonné du nombre élevé des réfugiés. Ceux-ci ne veulent pas retourner au Rwanda. Plusieurs d'entre eux viennent des préfectures de Byumba et de Ruhengeri, ils connaissent la cruauté du FPR depuis 1990. Ils ne peuvent pas espérer qu'il soit devenu plus humain. Ils n'ont aucune garantie de sécurité puisque les familles des dignitaires Hutu comme celles de MM. Faustin Twagiramungu et Marc Rugenera, sont à l'étranger.

**On nous appelle injustement " *les assassins*".
Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, page 12**

Ce qui afflige les réfugiés rwandais, c'est qu'on les traite tous de massacreurs. C'est une atteinte à leur dignité. C'est un scandale ! Ce qui est grave, c'est que les organismes internationaux et certains pays sont tombés dans le piège. Tous les Hutu ne sont pas des tueurs. Que le FPR cesse de faire des listes de prétendus massacreurs. Pourquoi met-il les intellectuels exilés en tête de ces listes ?

**Les divisions entre Tutsi au Rwanda
Jacques Turana, Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, pages 12 et
13**

En septembre, Paul Kagame a déclaré au journal Jeune Afrique : "*Au Rwanda, il n'existe plus de ségrégation régionale en Nkiga (Nord) et Nduga(Sud). Et ce genre de division est pire que la ségrégation ethnique*". Pourtant quand on suit de près les relations entre les anciens réfugiés rentrés au Rwanda, on constate des divisions par pays de provenance. Il y a des Zaïrois, des Ugandais, des Burundais,... les Burundais sont caractérisés par l'extrémisme ethnique ; les Zaïrois sont francs et spontanés ; quant aux Ugandais, ils se prévalent de la victoire du FPR. Les Tutsi de l'intérieur sont modérés ; ils ne sont ni orgueilleux ni malhonnêtes. Toutes ces divisions nuisent à "la solidarité tutsi devenue légendaire". Les Hutu devraient en tirer une leçon pour consolider leur unité.

Au Rwanda, les massacres continuent.

Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, pages 14 et 15

Les récentes enquêtes faites par le HCR et dont le Secrétaire général a défendu la publication cachent les signes visibles qui confirment les violences du FPR envers la population ; or rien ne garantit la sécurité des récents réfugiés qui rentrent au Rwanda. Le FPR ne nie pas les massacres commis mais les considère comme des actes de vengeance isolés, non imputables à son armée. D'autres rapports faits par des diplomates ou des tierces personnes affirment que les massacres continuent au Rwanda, que le gouvernement de Kigali projette de chasser les Hutu de la région Sud-Ouest et que le retour des réfugiés récents au Rwanda est le moindre de ses soucis (*Article lu et traduit par Jacques Turana, tiré du journal "Le Monde" du 8 octobre 1994*).

Comment est-ce possible ?

Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, page 15

Le FPR aurait offert à M. Augustin Bizimana le poste de ministre des Affaires Etrangères. Que cache cette offre ? Le FPR veut montrer à la communauté internationale que l'ancienne armée est intégrée. L'intéressé n'a pas encore donné sa réponse qui d'ailleurs n'intéresse personne car il a perdu toute crédibilité auprès des réfugiés. Tout ce qu'on lui demande, c'est qu'il rembourse la somme de 640.000 \$ qu'il a empochée et qu'il rende les véhicules du ministère de la Défense. Durant la guerre, il a été malhabile ; en exil, il s'est montré cupide.

Qu'en est-il de M. Nsengiyumva Rafiki Hyacinthe, ancien ministre des Travaux Publics et de l'Energie ?

Ngeze Hassan, Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, page 16

Monsieur Hyacinthe Nsengiyumva Rafiki s'est approprié tous les véhicules du ministère des Travaux Publics et d'autres biens de l'Etat Rwandais équivalant à 1 million de dollars (sans compter 65 camions, 30 voitures et 126 camions "Caterpillar"). Il est en voie de créer une société à son nom avec tout ce matériel. Le plus dramatique est qu'il a créé un escadron de la mort pour liquider ceux qui pourraient le dénoncer.

Le FPR prépare un génocide.

Kangura n°63, 15-30 novembre 1994, pages 16 et 17

Monsieur J.M.V Ndagijimana, ancien ministre des Affaires Etrangères au sein du gouvernement de Kigali, est le premier à avoir dénoncé le plan d'extermination des Hutu par le FPR. Il affirme que les réfugiés qui rentrent disparaissent, que les ministres et les militaires Hutu sont des otages du FPR et que le pouvoir instauré au Rwanda n'est autre qu'une dictature sanguinaire (*A la page 17, le journal Kangura fait appel à quiconque connaît les autorités qui se sont appropriés et ont vendu les biens publics et de les dénoncer*).

L'ARC-EN-CIEL n° 1, Novembre 1994 (articles en français)

Editorial : Ces journalistes malades qui nous informent

Jean-Marie Mudakikwa, L'Arc-en-ciel n° 1, novembre 1994, page 1

La presse écrite rwandaise continue à montrer son image hideuse. Hier elle incitait la population à la violence, aujourd'hui, elle cultive la division au sein du peuple rwandais. Les réfugiés rentrés du Burundi sont les premières victimes des préjugés colportés par une certaine presse qui a créé trois nouvelles ethnies : "Abarundi" (Les Burundais), "Abaganda" (les Ougandais) et "Abacitse ku Icumu" (les rescapés du génocide).

Le Conseil de Sécurité de l'ONU est devenu amnésique.

L'Arc-en-ciel n°1, novembre 1994, page 2

Omettre la peine de mort pour les auteurs et les commanditaires du génocide rwandais est une injure à la mémoire des victimes. Le Tribunal International devrait suivre la procédure proposée par le gouvernement rwandais et se référer au procès de Nuremberg de 1945.

Rapatriés : entre l'espoir et le désenchantement

Jean-Marie Mudakikwa, L'Arc-en-ciel n°1, novembre 1994, pages 2 et 3

Les rapatriés rwandais qui espéraient retrouver le paradis perdu ont vite déchanté. Au lieu de constituer un atout enrichissant, leur hétérogénéité est devenue un danger. Une certaine presse a semé l'antagonisme entre ceux qu'elle a appelé *Abarundi* (les Burundais), *Abaganda* (les Ougandais) et *Abacitse ku Icumu* (les rescapés du génocide). Les Rwandais rentrés du Burundi sont la bête noire : ils sont accusés de tous les maux. Le refus de la différence, l'intolérance et le dénigrement, caractéristiques de l'ancienne société rwandaise, doivent disparaître et céder la place au respect mutuel et à la solidarité. Quant à la presse, elle doit rechercher et publier la vérité. L'opinion des journalistes ne doit pas "*primer sur la déontologie d'informer le lecteur*".

Kagame dit comment le Rwanda sera reconstruit.

L'Arc-en-ciel n°1, novembre 1994, pages 4 et 5

Le major Kagame, vice-président de la République et ministre de la Défense nationale a livré à la presse sa vision de l'avenir du Rwanda. Pour lui, les nouvelles autorités en place vont restaurer le leadership qui a longtemps manqué au pays ; le nouveau gouvernement recherche une justice équitable pour les auteurs du génocide ; c'est pourquoi, il a fait appel aux experts et observateurs internationaux ; mais les criminels doivent payer leurs atrocités. Le système judiciaire doit être reconstruit. "*Un autre gouvernement, une nouvelle génération, une nouvelle superstructure*", voilà la devise du nouveau pouvoir de Kigali

Le Rwanda à l'épreuve de l'indifférence universelle

Ferdinand Murara, L'Arc-en-ciel n°1, novembre 1994, pages 5 et 6

Le génocide des Tutsi et le massacre des Hutu de l'opposition ont été faits sous les yeux de la Communauté internationale qui n'a pas levé le petit doigt. Le FPR s'est débrouillé pour libérer le pays. Malgré son fair-play, sa politique axée sur la réconciliation nationale et son effort de reconstruction, les organismes internationaux et les bailleurs de fonds lui montrent une indifférence coupable et refusent de le soutenir.

**Qui veut détruire le Burundi ? François Busingo,
L'Arc-en-ciel n°1, novembre 1994, page 7**

L'assassinat du président Ndadaye a plongé le Burundi dans un chaos indescriptible. Le pourrissement de la politique a engendré une radicalisation ethnique qui pourrait aboutir à une violence sans précédent: du côté de la mouvance présidentielle, la scission est nette au sein même du FRODEBU. MM. Sendegeya et Nyangoma ne cachent pas leur opposition à leur ancien front. Quant à l'UPRONA, elle est fragilisée par des luttes internes et accuse en son sein des durs " *qui promettent de jouer l'enfant terrible de la politique burundaise*".

**A propos de la campagne de presse contre les Rwandais venus du
Burundi
L'Arc-en-ciel n°1, novembre 1994, pages 8 à 12**

Les Rwandais rentrés du Burundi sont victimes de préjugés colportés par une certaine presse écrite. Ils sont accusés d'être des tribalistes, des acculturés, des affairistes et des débauchés. Cette exclusion provient d'un choc de culture. On a peur de l'autre avec qui on ne partage pas le même passé, les mêmes habitudes. On cherche aussi un bouc émissaire à la situation du pays : "*les privations, la course au butin, le fonctionnement au ralenti de l'appareil de l'Etat, la dépossession des individus et des familles...*". Pourtant ces rapatriés du Burundi sont prêts à contribuer à la reconstruction et au développement. Ils n'attendent qu'un peu de sympathie, eux qui ont été victimes de la xénophobie et du tribalisme sont incapables de les faire subir aux autres.

LA VOIX DU REFUGIE RWANDAIS n° 1, Novembre **1994** *(articles en français)*

**Editorial : La voix du réfugié rwandais n°1, novembre 1994, page
1**

Après sa victoire militaire, le FPR qui s'était toujours présenté comme le libérateur du peuple rwandais, s'est trouvé devant un pays vide de sa population. Les rares habitants qui y restaient continuaient à fuir vers le Zaïre et la Tanzanie. Que fuyaient-ils ? Les réfugiés ne veulent pas rentrer chez eux tant que la loi du FPR reste exclusive et sans appel. Ils souhaitent que le monde entier connaisse la vérité et qu'il ouvre les yeux sur la perfidie médiatique et diplomatique du FPR.

Pourquoi la population a-t-elle fui en masse le FPR ?

La voix du réfugié rwandais n°1, novembre 1994, pages 2 et 3

La rédaction du bulletin "*La voix du réfugié rwandais*" a visité les camps de réfugiés rwandais en Tanzanie et au Zaïre pour savoir le pourquoi de la fuite massive de la population à l'arrivée du FPR. Certains des réfugiés errent depuis le début de la guerre d'octobre 1990 ; ils ont été les témoins oculaires des traitements inhumains et des massacres collectifs commis par le FPR. D'autres sont des rescapés de ses violences en 1994. En juillet 1994, la foule des fugitifs a été bombardée à Goma, en territoire zaïrois ; plusieurs morts ont été enregistrés. Les réfugiés ne sont pas prêts d'oublier tous ces crimes contre l'humanité et le silence complice que la communauté internationale continue à garder.

Pourquoi les réfugiés rwandais refusent-ils de rentrer sous le pouvoir exclusif du FPR ?

La voix du réfugié rwandais n°1, novembre 1994, pages 3 à 5

Le FPR a provoqué la guerre et depuis 1990, il ne fait rien d'autre que tuer. Plusieurs hauts responsables du pouvoir à Kigali préfèrent laisser leurs familles et leurs proches en sécurité dans les camps où à l'étranger. Comment peuvent-ils alors garantir la sécurité pour les tiers anonymes ? Les personnes qui ont pris le risque de rester au pays sont maltraitées ou massacrées . Tous les tenants du nouveau pouvoir sont connus pour leur opportunisme, leur malhonnêteté ou leur cruauté.

Camp de "*normalisation*" au Rwanda.

La voix du réfugié rwandais n°1, novembre 1994, page 5

Après la prise du pouvoir par le FPR, quelques officiers supérieurs et hauts cadres sont rentrés au pays pour offrir leurs services au FPR. Certains ont été exécutés ; les militaires ont été enfermés au camp de rééducation civique du Bugesera. Ce camp est plutôt un centre de "*normalisation*" ou de "*lavage de cerveau*". Le monde devrait s'indigner et condamner ce crime contre l'humanité.

Déni de droits aux réfugiés rwandais.

La voix du réfugié rwandais n°1, novembre 1994, pages 6 à 8

Actuellement, les réfugiés rwandais majoritairement hutu sont traités indistinctement de massacreurs. Plusieurs pays et organismes humanitaires sont tombés dans le piège et leur appliquent des mesures discriminatoires comme le refus d'assistance et de protection, le refus de visa ou l'attribution d'un salaire trop bas pour ceux qui sont engagés dans ces organismes. Par ailleurs, des Zaïrois gardiens de la paix et du maintien de l'ordre et même des autorités politiques ont dépouillé les réfugiés de leurs biens tandis que le HCR réduit l'aide alimentaire pour les obliger à rentrer. Le monde devrait comprendre que nier au réfugié le droit à la propriété et à l'assistance est une atteinte à sa dignité.

La justice du FPR.

La voix du réfugié rwandais n°1, novembre 1994, page 8

Le gouvernement de Kigali vient de déclarer qu'il n'est plus intéressé par le Tribunal International car celui-ci ne recourt pas à la peine capitale. Les autorités de Kigali veulent un tribunal national. Ceux que le FPR veut tuer sont condamnés avant d'être jugés. Les listes existent depuis janvier 1994. Le FPR a peur de l'impartialité du Tribunal International. Il faut que ce tribunal siège et que les vrais coupables de la tragédie rwandaise soient impartialement jugés et condamnés.

LE MESSENGER - INTUMWA n° 45, 24 Novembre **1994**

Editorial : Edouard Mutsinzi, Le Messenger - Intumwa n°45, 24 novembre 1994, page 2

C'est la panique au Rwanda. Le climat de terreur qui y règne est comparable à celui de la période précédant la mort de "*Kinani*" (L'Invincible). Les gens commencent à perdre confiance dans le FPR. En effet, les disparitions mystérieuses et les règlements de compte sont devenus monnaie courante. Que fait le pouvoir en place ? Pourquoi ne fait-il rien pour arrêter la criminalité ? Peut-on continuer à parler d'unité ou de réconciliation au moment où tout survivant au génocide est traité d'*Interahamwe* ? Peut-on continuer à incriminer le gouvernement de Kambanda alors que le nouveau gouvernement ne sécurise pas la population de l'intérieur ? Peut-on exhorter les récents réfugiés à rentrer alors que l'exode vers le Zaïre ne s'arrête pas ?

Hôtel des Mille Collines : rappelons-nous de notre fuite
Edouard Mutsinzi, Le Messenger - Intumwa N°45, 24 novembre
1994, page 2

Les réfugiés de l'hôtel des Mille Collines dont des journalistes et de grands commerçants, n'ont pas vécu d'aussi grands problèmes que ceux qui vivaient ailleurs. Après le départ des expatriés, le directeur de l'hôtel des Diplomates, M. Paul Rusesabagina, a dû gérer l'hôtel des Mille Collines. Il a tout fait pour éviter l'assaut des *Interahamwe* ; il a traité les fuyards avec beaucoup d'humanité jusqu'au jour où ils ont été évacués par la MINUAR vers Kabuga.

Kagame va-t-il corriger les militaires du FPR ?
Le ministre de la Défense continue à mettre en garde les
militaires indisciplinés
Le Messenger - Intumwa n° 45, 24 novembre 1994, pages 3 et 4

Lors de sa visite à l'unité de Kibungo, le général major Kagame a annoncé aux militaires que le gouvernement faisait son possible pour améliorer leurs conditions de vie (logements, uniformes, vivres, salaires...). Cependant il a mis en garde les militaires qui s'adonnent au vol, au pillage, aux vengeances et aux règlements de compte. Ces actions salissent l'image de marque du FPR. Les militaires indisciplinés qui sèment la terreur au sein de la population seront punis de façon exemplaire. Le discours de Kibungo a rasséréiné les auditeurs. Mais les gens se demandent si les militaires seront réellement punis. N'ont-ils pas aidé

M. Kagame à prendre le pouvoir ? Quelle sorte de punition leur infligera-t-il ? Il paraît qu'il en a le secret.

L'Assemblée Nationale sera bientôt mise en place
Edouard Mutsinzi, Le Messenger - Intumwa n°45, 24 novembre
1994, page 5

La prestation de serment par les députés aura lieu le 25 novembre 94. La population rwandaise commençait à désespérer et à redouter une nouvelle guerre. Ce qui a retardé la mise en place de l'Assemblée Nationale, c'est le partage des 19 sièges dévolus au MRND et à ses acolytes par les Accords d'Arusha. Ladite Assemblée aurait pu se mettre en place avec 51 députés, lesquels députés auraient pu voter une loi fixant les modalités du partage des 19 autres sièges. C'était l'avis des partis MDR et PSD, tandis que le FPR voulait s'approprier ces sièges comme il l'a fait pour les ministères réservés au MRND et aux partis annexes. Finalement, le partage s'est fait comme suit : FPR : 11+2 = 13 sièges ; MDR : 11+2 = 13 ; PSD : 11+2 = 13 ; PL : 11+2 = 13 ; PDC : 4+2 = 6 ; UDPR : 1+1 = 2 ; PSR : 1+1 = 2 ; PDI : 1+1 = 2. Le FPR a réservé 6 sièges aux militaires.

Rendons hommage à M. Bideli
Edouard Mutsinzi, Le Messenger - Intumwa n°45, 24 novembre
1994, page 6

M. Charles Bideli Munyangabe était journaliste au journal "*Le Messenger - Intumwa*". Il est le premier à avoir osé produire des articles sur le FPR et sur la dictature du pouvoir en place. Il a tenu tête à son grand-frère, Phénés Ruhumuliza, vice-président national du club des milices Interahamwe. Il a été assassiné par ce même club le 9 avril 1994. Qu'il repose en paix ! (*Le journal "Le Messenger - Intumwa" établit en page 6 une liste de 50 journalistes assassinés lors des événements d'avril à juillet 1994*).

Le MDR face à la déception.
Le Messenger - Intumwa n°45, 24 novembre 1994, pages 7 à 9

Le parti MDR vient de publier un document de 34 pages intitulé "*Position du Parti MDR sur les grands problèmes actuels du Rwanda*". Ce document fait une analyse de la situation politico-administrative, économique et socio-culturelle, trois mois après la mise en place du Gouvernement d'Union Nationale. Les principaux problèmes relevés sont : le non respect de la loi fondamentale et des Accords d'Arusha, la censure des activités des partis politiques, l'aggravation de l'insécurité dans le pays, le retard de la formation d'une armée nationale, le manque d'une politique économique et d'un programme de reconstruction, les entraves à la réconciliation et à l'unité nationale, le rapatriement non organisé des réfugiés ... Le MDR propose des solutions adéquates sous forme de recommandations adressées aux instances habilitées (*texte en français*).

Les 9 millions volés à PETRORWANDA sont à chercher au sein de son personnel
Isaïe Niyoyita, Le Messenger - Intumwa n°45, 24 novembre 1994,
pages 10 et 11

Lorsque la guerre venait de se terminer, 4 agents cadres de la société PETRORWANDA ont pris l'initiative de faire redémarrer l'entreprise. Ils ont fait ouvrir le coffre-fort et n'y ont trouvé que 75 Frw. La caissière a déclaré y avoir laissé plus de 2 millions de Frw. Les dépôts de carburants ont été également vidés progressivement sans qu'aucun franc ne soit versé dans la caisse. Les personnes soupçonnées de ces vols sont la caissière et la secrétaire de direction. Le parquet de la République qui mène l'enquête devrait non seulement s'en prendre à ces deux personnes, mais également aux 4 agents cadres qui ont pris l'initiative de relancer les activités de la société.

Nous avons visité la prison de Kigali

Le Messenger - Intumwa n°45, 24 novembre 1994, pages 12 et 13

Les prisonniers actuels de Kigali sont détenus sans dossiers. Ils n'ont aucune chance d'être interrogés par la justice dans un proche avenir. Leur cas est semblable à celui de l'année 1990, lorsque 8.000 personnes ont été emprisonnées parce que soupçonnées d'être complices du FPR. Aujourd'hui, il suffit d'être présumé milicien ou instigateur du génocide pour être jeté en prison sans aucune autre preuve. Les cas de M. Faustin Kanyangabo, ancien directeur du centre Hospitalier de Kigali, de M. Gérard Gashugi, de Mme Christine Mukarusagara et de M. Benoît Hatungimana, illustrent bien cette situation. Le personnel judiciaire chargé de statuer sur leur cas a aussi peur de dire la vérité car il est exposé et ne jouit d'aucune protection.

Des personnes célèbres de notre histoire

Isaïe Niyoyita, Le Messenger - Intumwa n°45, 24 novembre 1994, pages 14 et 17

Les personnes qui ont marqué l'histoire du Rwanda ne se comptent plus sur les doigts. On peut citer le roi Rudahigwa qui a mis fin à la féodalité, MM. Kayibanda et Gitera qui ont combattu le colonialisme. On ne peut pas oublier les plus récents, MM. Rwigema Fred et Védaste Kayitare qui ont contribué à renverser la dictature de M. Habyarimana.

Magayane de Gatonde a prédit : " *heureux les habitants du Rwanda après le règne de Habyalimana*". Récit d'Elie Mpayimana dans L'Ere de Liberté n°9, mars 1993

Le Messenger - Intumwa n°45, 24 novembre 1994, pages 15 à 17

Magayane est un devin natif de Gatonde en préfecture de Ruhengeri. Il a commencé à prédire l'avenir des dirigeants du Rwanda en 1977. La plupart de ses prophéties se sont réalisés, notamment l'emprisonnement de hauts officiers comme Lizinde, Biseruka, Muvunanyambo ; l'exil de Kanyarengwe et son retour au pays ; l'amélioration des conditions de vie des prisonniers ; la visite du Pape et l'amnistie donnée par le président Habyalimana ; le bain de sang qui a couronné la fin du règne de Habyalimana et la prise du pouvoir par le FPR.

Le journal reprend aux pages 17 à 19, un article sur les prédictions de Magayane qu'il a publié dans son numéro 41 du 28 février 1994.

LE MONITEUR n° 2, 17 - 23 Novembre 1994

Jeunes filles : méfiez-vous des tentations !

Le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, page 3

Au cours des années passées, l'homme rwandais se considérait comme supérieur à la femme qui lui devait respect et obéissance. Dans les pays européens, il en va autrement : la femme est indépendante, l'homme ne lui est pas indispensable. Au Rwanda, les filles ne pensent jamais que vivre toute une vie avec un homme demande patience et sagesse. Elles veulent à tout prix trouver un mari ; elles ne savent pas que les garçons, avec leurs paroles mielleuses, ne veulent que s'amuser.

Les Américains contredisent M. Kagame.

Le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, page 4

Au moment où le président Mitterand ne veut pas recevoir M. Pasteur Bizimungu, les Américains, eux, déclarent que leur ambassadeur à Kigali y était non pour empêcher les massacres mais pour veiller aux intérêts de leur pays.

A Bujumbura, la sécurité devient de moins en moins sûre

Le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, page 4

A Bujumbura, la sécurité devient de plus en plus hypothétique. Les personnes sont attaquées ou tuées en plein jour. Ainsi, l'ancien ministre du Plan a été tué à l'hôpital. M. Hatungimana qui a dirigé les élections du temps de M. Ndadaye a été abattu devant son bureau.

Burundi.

Le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, page 5

Le 8 novembre 1994, le premier ministre du Burundi, M. Anatole Kanyenkiko, a posé la première pierre d'une école à Rubambyi. Les jeunes gens vont construire cette école à l'emplacement de celle qui a été détruite lors des affrontements ethniques. Ces jeunes ont condamné les guerres ethniques qui plongent leur pays dans la misère et le chaos.

Le saviez-vous ?

Le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, page 5

Le 10 novembre 1994, le président Yoweri Kaguta Museveni a accepté les élections présidentielles pour 1995, après la mise en place de l'Assemblée Nationale.

Les brigades de Nyamirambo et de Muhima ont leur problème à eux

Le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, page 6

Les habitants relevant des brigades de Nyamirambo et de Muhima se plaignent du mauvais fonctionnement de ces brigades. Les veuves déplorent le manque de délicatesse des jeunes gens qui y travaillent.

"Nos dirigeants ont moins de zèle". Le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, page 7

Depuis que l'ONU a décidé de mettre en place le Tribunal International chargé de juger les responsables et les auteurs du génocide, les dirigeants rwandais semblent moins résolus. Le président Bizimungu dit : "*Nous nous entendons bien*"; le général major Kagame déclare : "*Nous travaillerons avec eux*" et M. Nkubito annonce "*Attendons*".

L'ONU ne peut aider indéfiniment !

Le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, page 8

En 1959, les Rwandais qui fuyaient leur pays vers le Zaïre, l'Uganda, la Tanzanie espéraient y revenir après trois mois. Au début de l'exil, ils ont été accueillis et aidés par les Nations-Unies. Mais cette aide n'a pas duré longtemps et les réfugiés se sont rendu compte de leur situation tragique. Que les récents réfugiés n'espèrent pas bénéficier de cette aide plus longtemps. Ils devraient plutôt penser à regagner le pays avant qu'ils ne soient déçus.

Où le Rwanda trouvera-t-il six fous pour le libérer ?

le Moniteur n°2, 17 - 23 novembre 1994, pages 12 et 13

Le Rwanda a besoin de fous pour le sortir du néant tragique. Il a besoin des fous comme Lucky Dube ou Bob Marley qui éveillent à la justice. Il a besoin de Martin Luther King qui lance un message d'amour. Le Rwanda a besoin de femmes comme Mère Thérèse de Calcutta qui a consacré sa vie aux plus démunis.

LE TRIBUN DU PEUPLE n° 36, Novembre II 1994

**Editorial. Herménégilde Shyaka,
Le Tribun du Peuple n°36 , novembre II 1994, page 2**

Certains Blancs reviennent avec leur tactique : "*Diviser pour régner*"; les ethnistes étrangers se cachent surtout dans les ONG et les organismes internationaux. Le ministère chargé de la réhabilitation des infrastructures détruites et celui de l'Intérieur doivent suspecter tous les organismes oeuvrant au Rwanda même la MINUAR, la Croix-Rouge, le HCR, l'AICF. Ces organismes renferment des indicateurs des milices "*Interahamwe*".

**Les militaires rwandais voudraient attaquer !
P. Uwarugira, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II 1994, page
3**

Le général Declan O'Brien, ancien militaire irlandais, travaillant actuellement dans l'organisme "Goal" à Goma, a déclaré que l'ancienne armée rwandaise est décidée à attaquer le Rwanda à partir du Nord, puisque les négociations n'ont pas pu les faire rentrer au pays. Le général Augustin Bizimungu, chef d'Etat Major pense que des négociations sont encore possibles ; quant à M. Ngirumpatse, président du MRND, il affirme que l'attaque est possible et que les pays amis sont disposés à fournir des armes.

**Le général Kagame : "*S'ils attaquent, leur problème sera
complètement résolu*"
Justin Faïda, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II 1994, pages
4 et 5**

Le général Kagame a rencontré un journaliste du *Le Tribun du Peuple* et lui a donné des réponses à la question d'attaque éventuelle de l'ancienne armée en exil, de la sécurité des personnes et des biens, du rôle de la MINUAR, du jugement des responsables du génocide rwandais. Pour le général Kagame, si les anciens militaires attaquent, leurs problèmes seront complètement résolus, le FPR a assez de force pour les vaincre définitivement ; ceux qui attaquent à main armée et en tenue militaire ne sont pas nécessairement des militaires, les enquêtes le détermineront ; la MINUAR II a un rôle d'observateur, elle rassure les déplacés qui rentrent ; les lois relatives à la détention doivent être respectées ; le Rwanda demandera l'extradition des responsables des massacres ; la gendarmerie et les instances de la justice s'occupent du problème de la disparition mystérieuse des personnes.

"A Biarritz, ce qui devait être une réunion est devenue une foire"

Hermenégilde Shyaka, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II 1994, page 5

Le sommet franco-africain avait à l'ordre du jour le bilan de la coopération française avec l'Afrique. L'on connaît les anciens amis de Mitterrand : MM. Omar Bongo, Etienne Eyadema, Mobutu Sese Seko et feu Habyalimana. Le président rwandais actuel n'a pas été invité. Pourquoi ? A cette question, le président Mitterrand a répondu que le Rwanda n'a pas fait preuve de volonté de participer à cette réunion. Son ministre Alain Juppé a souhaité que le Rwanda cesse d'abord ses agressions contre la France. Le président Mitterrand aurait-il rayé le Rwanda de la liste des pays francophones ? N'a-t-il pas plutôt eu peur des attaques ouvertes du président rwandais, M. Pasteur Bizimungu ?

"Un génocide à Bicumbi"

J.B. Uwarugira, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II 1994, page 6

Le 9 novembre 1994, les journalistes de l'UNICEF et de l'organisme " The Christian Science Monitor" sont allés voir les fosses communes en secteur Muyumbu de la commune Bicumbi. Elles se trouvent dans la propriété de M. Théodore Rutabubura, chez qui 50 familles Tutsi des environs s'étaient réfugiées, espérant la protection des autorités locales. Les journalistes étaient consternés face à cette horreur : ils ont souhaité que les auteurs soient punis de façon exemplaire. Le responsable de l'information à l'UNICEF, M. Damien Personnaz, a déclaré qu'il ne soutenait pas la peine de mort.

Le procureur François Nsanzuwera déclare : " 20 % des détenus sont innocents"

Justin Faïda, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II 1994, page 7

Le 5 octobre 1994, la prison de Kigali contenait 3.500 prétendus responsables des massacres, le 10 novembre 1994, il y en avait 4.890 ; 1253 parmi eux ont un dossier ; les 3.637 autres ne figurent sur aucun dossier du parquet. Les problèmes sont toujours les mêmes : le parquet n'a de moyens ni matériels, ni humains, ni financiers. Le procureur lui-même n'a ni véhicule, ni maison, ni garde pour sa sécurité. Il affirme que parmi les détenus, 80 % sont coupables de massacres, les autres 20 % sont victimes de gens jaloux de leurs biens. Il regrette le manque de collaboration entre la gendarmerie et la justice. Il craint que l'insécurité qui prévaut dans le pays ne donne une mauvaise image de celui-ci et ne fasse oublier le génocide.

MM. Mitterrand et Boutros : premiers responsables du génocide rwandais

Hermenégilde Shyaka, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II 1994, pages 8 et 12

La France et l'ONU ont contribué aux massacres d'avril à juillet 1994. Les militaires de la garde présidentielle et les milices Interahamwe ont été formés en France ou sur place par des coopérants militaires français. L'opération turquoise qui soi-disant était une opération humanitaire est arrivée trop tard au Rwanda. Les casques bleus de l'ONU, présents au Rwanda, ont assisté passivement aux violences, M. Boutros Ghali leur avait défendu d'intervenir militairement. Pourtant le gouvernement des assassins a été constitué avec la bénédiction de M. Roger Booh-Booh, le représentant spécial de Boutros Ghali, au mépris des Accords d'Arusha. Que vient faire la MINUAR après tous ces déraillements ? M. Boutros Ghali n'innocente-t-il pas les criminels puisque, pour lui, le Tribunal International ne jugera pas les crimes antérieurs au 1er janvier 1994 ?

Au Burundi, ça sent la guerre ! Justin Faïda, Le Tribun du Peuple n°36, nov. II 1994, p. 10 et 11

L'ambassadeur du Burundi au Rwanda a parlé des problèmes de politique et de sécurité qui prévalent au Burundi. De cette causerie, ressortent les idées suivantes : après le départ du Burundi des réfugiés rwandais, certaines activités de la vie économique ont été perturbées ; les milices Interahamwe provenant du Zaïre sèment l'insécurité dans les camps de réfugiés au Burundi ; les "*Sans Echecs*", "*Sans Culotte*" sont des bandes de jeunes gens qui s'adonnent au banditisme et qui n'ont aucune appartenance aux partis politiques au Burundi ; M. Nyangoma prépare une attaque contre le Burundi, il affirme avoir une armée de 50.000 hommes ; les réfugiés burundais qui auraient participé aux massacres de Rwandais d'avril à juillet 1994 doivent être jugés et punis comme les autres criminels ; le Burundi est dirigé par deux familles politiques de militaires et de juristes réunis respectivement dans la "Coalition des partis politiques de l'opposition" et le "Rassemblement pour le droit et le développement économique et social" ; le Burundi a encore ses anciens dirigeants : le colonel J. Baptiste Bagaza (01/11/1976 - 03/09/1987), et le major Pierre Buyoya (03/09/1987 - 1992).

Le colonel Mayuya a été assassiné : pourquoi Habyalimana l'a-t-il tué ?

Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II 1994, pages 13 et 14

La presse a beaucoup parlé de l'assassinat du colonel Mayuya mais les journalistes qui essayaient de creuser pour mettre la vérité au grand jour étaient persécutés. Le colonel Mayuya était un homme honnête, plein de sagesse. Le président Habyalimana avait vu en lui un remplaçant digne, mais sa femme ne voulait rien entendre. C'est elle qui a ourdi le plan d'éliminer Mayuya, elle y a impliqué son mari et ses frères Sagatwa, Serubuga et Zigiranyirazo. Le colonel Mayuya a échappé à deux attentats mais le troisième ne l'a pas raté. Le sergent Birori qui a réussi le coup a été liquidé avant de pouvoir dire la vérité aux enquêteurs ; d'autres personnes ont été emprisonnées à sa place.

**La sécurité en cellule Kabeza (commune Kanombe)
Ntegano, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II 1994, page 14**

Le problème à la une dans la cellule Kabeza (de Kanombe), c'est la remise des maisons à leurs vrais propriétaires et l'accaparement des maisons des autres par les animateurs sociaux. On parle aussi de corruption car les responsables de ce secteur laissent les auteurs de massacres circuler librement.

**Aider les réfugiés qui rentrent n'est pas l'affaire de l'Etat seul
(suite du n°35)
Gervais Dusabemungu, Le Tribun du Peuple n°36, novembre II
1994, pages 15 et 16**

L'Etat a l'obligation d'installer les réfugiés qui rentrent et de leur donner des moyens de vivre. L'Etat ne peut pas loger tous les réfugiés mais il peut encourager ceux qui en ont les moyens. Des parcelles peuvent être trouvées en remorçant les terrains des communes, en rétrécissant les immenses parcelles de Remera, Kimi-hurura et Kacyiru, en redistribuant les parcelles non mises en valeur. En milieu rural, les communes peuvent faire le recensement des terres cultivables disponibles en vue d'une redistribution ou d'une mise en rente viagère. Par ailleurs, l'Etat doit faire une redistribution des emplois dans le secteur public car il y a des places vacantes.

**Jeunes du Rwanda, resaisissons-nous !
Isidore Kazenga, Le Tribun n°36, nov. II 1994, page 17**

Les jeunes rwandais, les citadins surtout, ont oublié la culture rwandaise. Les jeunes se croient en Europe ou dans un autre pays étranger. Autrefois, les jeunes filles étaient éduquées à se respecter et à respecter leurs aînés. Mais aujourd'hui, c'est autre chose ! Elles s'habillent de pantalons collants, de minijupes, elles fument dans la rue, elles fréquentent les cabarets. C'est scandaleux !

LE TRIBUN DU PEUPLE n° 37, Novembre III 1994

**Editorial : Bienvenue aux députés !
Jean Baptiste Uwarugira, Le Tribun du Peuple n°37, novembre
III 1994, page 2**

Du temps du président Habyalimana, les députés approchaient la population seulement au moment des élections et après, elle ne les voyait plus. On espère que les nouveaux députés seront plus proches de la population. Cette population est actuellement aux prises avec d'énormes problèmes : faim à la campagne, absence de salaires pour les fonctionnaires, cherté des médicaments, pénurie des logements en ville... Les députés doivent être de vrais interlocuteurs de la masse.

Comment a-t-on pu oublier le Dr Gasana ?

Le Tribun du Peuple n°37, nov. III 1994, pages 3 et 4

Le Docteur Anastase Gasana vient d'être nommé ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération. C'est l'homme qu'il faut à ce poste car il a beaucoup de mérites. Il est le premier à avoir dénoncé le club des milices *Interahamwe*. Il a achevé les Accords d'Arusha. Il a conduit à New-York la délégation qui a négocié la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR). Il s'est opposé à l'intégration du CDR à l'Assemblée Nationale et grâce à lui, le Rwanda vient de récupérer deux avions qui étaient en Tanzanie.

Interview du colonel député Frank Mugambage.

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, pages 4 et 5

Le colonel député Frank Mugambage était chargé, pendant la guerre, de la formation politique au sein du FPR ; il est parmi ceux qui ont négocié les Accords d'Arusha. Il travaille actuellement à l'Etat-Major. Il a livré aux journalistes ses réflexions. Les militaires députés ne représentent pas seulement les militaires mais toute la population. Les militaires sont représentés à l'Assemblée Nationale car le problème du Rwanda n'a pas été réglé politiquement mais militairement. La nouvelle Assemblée Nationale n'aura pas la possibilité de travailler pour une personne ou un clan car elle réunit toutes les tendances politiques. Les militaires doivent rassurer et protéger la population, ils doivent suivre une discipline ferme.

A qui l'Eglise appartient-elle ?

J.-Baptiste Uwarugira, Le Tribun du Peuple n°37, nov. III, page 5

Après les horreurs qui se sont passées au Rwanda, beaucoup de personnes se sont révoltées disant que Dieu n'existait pas ou qu'il avait oublié le Rwanda. Ces réflexions sont peut-être fondées quand on pense que certains hommes et femmes d'Eglise sont incriminés. Mais ils ne sont pas l'Eglise. L'Eglise, c'est la communauté des baptisés. Celle-ci doit la construire en collaboration avec les prêtres et les évêques. Il est demandé au peuple des baptisés de pardonner, d'éviter la vengeance et de laisser l'Etat juger les auteurs du génocide.

Discours du président de l'Assemblée Nationale, M. Juvénal Nkusi

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 6

La mise en place de l'Assemblée Nationale est une preuve que les Rwandais veulent reconstruire le pays après les horreurs qu'ils viennent de vivre, a déclaré le président de l'Assemblée Nationale. Pour lui, être député, c'est faire un pacte avec la population ; et il faut honorer ce pacte. Il a rappelé la mission de l'Assemblée Nationale qui est de faire des lois et de contrôler le fonctionnement du gouvernement. Les députés doivent non seulement légiférer mais s'assurer de l'applicabilité des lois.

L'assemblée Nationale ne doit pas être sous les ordres du gouvernement !

Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 6

Depuis l'indépendance du Rwanda, les trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) étaient en principe séparés mais, dans la pratique, le pouvoir exécutif s'appropriait le législatif et le judiciaire. Les lois étaient faites pour protéger le Président. On espère que les nouveaux députés seront fermes et qu'ils travailleront pour le peuple et dans son intérêt. Ils doivent faire du Rwanda un vrai "Etat de Droit".

Le Dr Sindikubwabo est mourant !

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 7

Le Docteur Sindikubwabo est gravement malade. Il a été évacué sur Kinshasa mais Mobutu a eu peur de l'accueillir et a déclaré qu'il ne pourrait pas enterrer deux présidents (Habyalimana et Sindikubwabo). Il est à noter qu'en plus de sa maladie, le Docteur Sindikubwabo a d'autres problèmes : ses proches collaborateurs sont divisés entre *Abanyenduga* (sudistes) et *Abakiga* (nordistes) ; il y a le clan de ceux qui se déclarent innocents et qui veulent les négociations avec le FPR. De plus, les réfugiés de Goma et Bukavu affluent vers la Tanzanie fuyant la cruauté des milices Interahamwe.

Quelles nouvelles des camps de réfugiés ?

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 7

Au Zaïre, les milices *Interahamwe* empêchent la population de rentrer au pays et déclarent que le nombre de réfugiés des camps de Kibumba, Mugunga, Katale I et Katale II atteint 2.500.000 de personnes. Au Burundi, les milices ont tué 50 personnes et ont annoncé que les coupables sont des militaires burundais complices de l'Etat rwandais. Les réfugiés bien nantis fuient vers le Kenya et le Gabon qui donne facilement l'asile aux responsables du génocide rwandais. Entretemps, les milices menacent d'attaquer prochainement le Rwanda quitte à employer les armes traditionnelles.

"Tu ne tueras pas, tu ne voleras pas, tu ne commettras pas d'adultère", déclare le Premier ministre, M. Faustin

Twagiramungu,

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 8

A l'occasion de la mise en place de l'Assemblée Nationale, le Premier ministre rwandais a rappelé un des mots d'ordre du gouvernement : "*Tu ne tueras pas, tu ne voleras pas, tu ne commettras pas d'adultère*". Il a ajouté que l'une des missions principales de son gouvernement est de rapatrier les réfugiés et que la sécurité reviendra totalement lorsque toutes les institutions seront mises en place.

Encore beaucoup de tristesses : les jeunes filles rwandaises ont beaucoup souffert

Ntegeno, Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 9

Personne n'ignore les horreurs qui ont endeuillé le Rwanda. On peut essayer d'oublier, mais il y a des choses difficiles à oublier. Comment peut-on oublier les meurtres et toutes les violences qui les accompagnent ? Comment peut-on oublier

que la jeunesse rwandaise a été terrassée par ce drame ? Que dire aux jeunes filles qui ont été violées et portent des enfants des miliciens ? Comment peut-on consoler ces femmes qui ont vieilli avant l'âge ? Que répondre à leur interrogation muette ? Comment peut-on les tirer de leur solitude ? Comment peut-on les guérir de leur désespoir ? Il faut aider cette jeunesse ; elle a besoin d'être soutenue et comprise !

**Discours du président de la République.
Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 9**

Dans son discours de circonstance, le président de la République a dit aux députés qui venaient de prêter serment qu'ils étaient appelés à aider les Rwandais à reconstruire le pays et à se réconcilier. Il leur a demandé d'asseoir des principes et des stratégies assez solides pour éviter définitivement le bain de sang sur le sol rwandais. Il a annoncé que la mise en place de l'Assemblée Nationale allait permettre l'établissement du pouvoir judiciaire. Il a demandé à la communauté internationale de donner au Rwanda des techniciens pour leur permettre le bon fonctionnement des institutions.

"S'ils attaquent, leur problème sera définitivement réglé !". Que cela signifie-t-il ?

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 11

"S'ils attaquent, leur problème sera définitivement réglé". Ces paroles du général major Kagame ont été mal interprétées par les miliciens et les "Power" qui voulaient empêcher les réfugiés de rentrer. Certains disaient que quand l'ancienne armée attaquerait, le FPR s'empresserait d'exterminer les Hutu de l'intérieur. D'autres colportaient que ceux-ci seraient tués sans pitié par les FAR, car ils sont considérés comme des complices du FPR. Après le génocide des Tutsi, les miliciens et les "Power" souhaitent le génocide des Hutu pour que le FPR soit aussi incriminé devant le Tribunal International. Le FPR ne peut pas tuer la population qu'il protège, mais il anéantira l'ancienne armée si celle-ci ose attaquer.

Je suis arrivé à Kamembe.

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, pages 12 et 13

La ville de Kamembe est une ville morte. Certains bâtiments de commerce et certaines maisons privées sont devenus des bureaux de services publics, d'autres sont devenus des buvettes. Aucune banque ne fonctionne. Les quartiers qui étaient animés auparavant accusent un silence de mosquée. Les habitants qui ont peur des militaires, s'enfuient vers le Zaïre.

M. Nsengumuremyi, ex-bourgmestre de Gisuma, a volé 5.000.000 Frw mais il a reçu en échange des faux dollars,

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 13

La commune Gisuma est une des rares communes qui avait beaucoup de recettes grâce aux marchés de Bushenge, Bimazi et Shuguli. Lors de la fuite du gouvernement déchu vers le Zaïre, le bourgmestre de cette commune, M. Fulgence Nsengumuremyi, a raflé les économies de cette commune s'élevant à 8.000.000

Frw et s'en est allé au Zaïre. Malheureusement pour lui, il a échangé 5 millions contre de faux dollars. Le brigadier de cette même commune a volé tout le matériel de bureau. Quant au bourgmestre de la commune Cyimbogo, il a suivi l'exemple de son collègue de Gisuma.

Interview de maître Laurent Nkongori, vice-président de l'Assemblée Nationale
Jean-Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 14

Le vice-président de l'Assemblée Nationale a accordé une interview à un journaliste de "*Le Tribun du Peuple*". Cette interview a porté essentiellement sur la mission de la nouvelle Assemblée Nationale et sur le respect des accords d'Arusha. Maître Nkongoli a dit que l'Assemblée Nationale devait contrôler le pouvoir exécutif et établir des lois dignes de ce nom. Pour lui, le pouvoir législatif doit être indépendant et il le sera car les nouveaux députés proviennent de plusieurs partis politiques. Il a déclaré que les Accords d'Arusha ne pouvaient pas être appliqués dans leur entièreté car il a fallu exclure les partis des milices et des Power qui ont été les premiers à les dénigrer et à les rejeter, ainsi qu'à exécuter le génocide.

Quand en finira-t-on avec les vengeances et les disparitions mystérieuses ?
Jean Baptiste Uwarugira, Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 15

On croyait que les disparitions mystérieuses et les règlements de compte se limitaient à la ville de Kigali et disparaîtraient avec le temps. On s'est trompé car les villes de Gitarama et de Butare en sont atteintes. Les arrestations arbitraires, les vengeances, les dénonciations injustifiées sévissent dans plusieurs préfectures. Parfois les militaires sont corrompus et font la sale besogne. Il est temps que l'ordre revienne, que les conseillers et chefs de cellule identifient les fauteurs de troubles, que les coupables soient arrêtés et jugés conformément aux lois en vigueur et que les militaires corrompus soient punis d'une façon exemplaire.

Resaisissons-nous!
Valens Habiyambere, Le Tribun du Peuple n° 37, novembre III 1994, page 15

Au moment où les Rwandais devaient laisser leurs blessures se cicatriser, certains se plaisent à cultiver la division. Les anciens réfugiés qui rentrent reprochent ouvertement aux Rwandais de l'intérieur d'avoir survécu aux massacres. Ils vont jusqu'à convoiter les biens des vieilles personnes et des veuves et n'hésitent pas à s'approprier des maisons qui ne leur appartiennent pas. Le concept "*abasangwabutaka*" (les premiers occupants du terrain) qui est à la mode dénote une forme de ségrégation.

Qu'on en finisse avec les " j'ai cotisé".
Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 16

.. Certaines personnes se croient intouchables et pensent être au-dessus des lois, car elles ont cotisé pour le FPR. Qui n'a pas cotisé ? Il y en a qui ont même versé leur sang. Le fait d'avoir cotisé pour le FPR n'autorise pas à enfreindre les lois du pays. Chaque Rwandais a le droit de vivre en paix et il doit être respecté. Tout le monde, sans exception, est appelé à contribuer à la reconstruction du pays.

Que dire du génocide au Rwanda ?

Gaspard Karemera, Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, pages 16 et 17

Le génocide rwandais est le fruit d'une idéologie ethniste et régionaliste prêchée pendant longtemps par le régime Habyalimana et dont l'horreur transparaît dans toute son étendue. Mais personne ne comprend comment le Rwanda en est arrivé là. Pourquoi l'Europe, l'ONU, l'OUA, la CEPGL, l'OBK ont-t-il laissé s'accomplir cette monstruosité ? Comment l'Eglise a-t-il laissé périr plusieurs de ses enfants ? Pourquoi les messages de la haine l'ont-ils emporté ? *(article en français)*

Le salaire des militaires est arrivé !

Le Tribun du Peuple n°37, novembre III 1994, page 17

Après la paie des fonctionnaires, les détracteurs du nouveau régime ont commencé à semer le mauvais esprit au sein de l'armée. Mais le ministère a su défier ces agitateurs. Il a emprunté à la Banque Nationale du Rwanda près de 2 milliards de francs rwandais pour payer aux militaires leur salaire de deux mois. On espère que le surplus de cet argent servira à acheter des uniformes militaires.

RWANDA RUSHYA n° 56, Novembre II 1994

Editorial : Rwanda Rushya n°56, novembre II 1994, page 2

Merci à tous ceux qui ont contribué à la reprise du journal "*Rwanda Rushya*". Hommage à M. André Kameya, son rédacteur en chef, qui a été emporté par l'ouragan qui vient de souffler sur le pays. M. André Kameya a lutté pour l'avènement d'un nouveau Rwanda. Il a combattu la dictature par sa plume. Il souhaitait un Rwanda démocratique où les intérêts du peuple primeraient sur ceux des dirigeants. Ses idées le rendent éternel.

M. André Kameya, rédacteur en chef du journal "Rwanda Rushya" s'en est allé !

Jean Gualbert Burasa, Rwanda Rushya n°56, novembre II 1994, page 3

Après avoir appris l'attentat contre l'avion du président Habyalimana, M. Kameya et sa famille ont cherché refuge chez les Soeurs Missionnaires de la Charité. Les militaires de la garde présidentielle qui les recherchaient les y ont poursuivis. M. Kameya est parvenu à s'échapper ; ils ont tué sa femme et sa fille de 18 ans. Deux mois après, les milices Interahamwe l'ont retrouvé dans les

bureaux du journal Kinyamateka où il venait de passer 70 jours. Ils l'ont tué le 14 juin 1994. Le journal "Rwanda Rushya" était son arme de combat contre le dictateur Kinani Habyalimana. Ses amis ne le verront plus, mais ses idées demeureront !

1er octobre 1990 - 1er octobre 1994

Jean Bosco Ruzindana, Rwanda Rushya n°56, novembre II 1994, pages 4 et 5

Le FPR Inkotanyi a attaqué le pays le 1er octobre 1990. La nuit du 4 au 5 octobre, le clan Habyalimana a simulé la prise de Kigali pour trouver un prétexte pour emprisonner et tuer les présumés complices du FPR. Le clan ne voulait pas négocier avec les maquisards. Après l'attaque de février 1992, beaucoup de Rwandais, désireux d'arrêter le flot de sang, se sont investis dans les négociations d'Arusha ; ils espéraient en terminer avec la guerre fratricide. Mais c'était sans compter avec la mauvaise foi de feu Habyalimana et de ses serviteurs comme MM. Justin Mugenzi et Frodouald Karamira. Ils ont préparé le génocide et ils l'ont exécuté. Le premier octobre 1994, le Rwanda était libéré et la paix règne. Actuellement, les anciens exilés et les rescapés du génocide travaillent avec acharnement pour reconstruire le pays. La paix durement acquise doit être gardée jalousement.

La décadence déchéance d'une Eglise

Jean Bosco Ruzindana, Rwanda Rushya, novembre II 1994, pages 6 et 7

L'Eglise catholique au Rwanda date de 1900. Les 94 ans d'évangélisation ont été couronnés par un bain de sang, ce sang si précieux à Dieu. Pourquoi l'Eglise a-t-elle échoué dans sa mission essentielle, à savoir le salut des hommes ? Pourquoi a-t-elle oublié l'option et la prédilection de Jésus pour les pauvres et les opprimés? Les grandes étapes de son histoire et de celle du Rwanda montrent que l'Eglise catholique s'est laissé inféoder au pouvoir politique et que certains prélats avaient des ambitions plus politiques qu'apostoliques (*article en français*).

Le président Habyalimana a dit : " Je ne serai plus surpris"

Jean Gualbert Burasa, Rwanda Rushya n°56, novembre II 1994, pages 8 et 9

L'une des causes de la guerre qui a ravagé le pays est l'entêtement de M. Juvénal Habyalimana. Ses conseillers lui ont toujours dit de laisser rentrer les réfugiés paisiblement et il s'y est opposé jusqu'au jour où la guerre a éclaté. C'est alors qu'il a accepté de négocier. Cependant, il a refusé de mettre en application les Accords d'Arusha qu'il avait signés lui-même préférant préparer la guerre. Alors que les Rwandais espéraient en avoir fini avec la guerre par ces accords, M. Habyalimana était occupé à mettre au point l'entraînement de sa milice et à distribuer des armes à la population. Les massacres n'ont été que l'aboutissement logique des manoeuvres soigneusement préparées par le clan Habyalimana.

Le génocide a été préparé avec la complicité de la communauté internationale

Jean Bosco Ruzindana, Rwanda Rushya, novembre II 1994, pages 9 et 10

Lorsqu'il a accepté le multipartisme, M. Habyalimana ne croyait pas que ses opposants oseraient le contredire et dénoncer sa politique ethniste et régionaliste. Quand il a constaté que sa mauvaise politique venait d'être mise à jour, il a préparé le plan d'exterminer tous ceux qui ne parlaient pas le même langage que lui. Ses hommes ont vite mis en exécution ce plan à travers tout le pays. Toutes les représentations diplomatiques accréditées à Kigali ainsi que les confessions religieuses voyaient ce qui se passait ; elles étaient au courant de ce qui se tramait. Pourtant elles n'ont rien dit, elles n'ont pas réagi. Aujourd'hui, il est indispensable de réconcilier les esprits, sinon l'histoire demandera à tous ceux qui n'ont rien fait d'en rendre compte.

Le Haut Commissariat aux Réfugiés empêche les réfugiés de entrer

Jean Bosco Ruzindana, Rwanda Rushya n°56, novembre 1994, pages 10 à 12

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés opérant dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie collabore avec le groupe des assassins qui empêchent de rentrer ceux qui veulent rentrer pacifiquement au Rwanda. Alors que les coupables craignent les châtiments qui les attendent, le HCR craint de manquer d'activité une fois qu'il n'y aura plus de réfugiés dans la région. Le pouvoir de Kigali ne cesse d'exhorter les exilés à rentrer mais, pendant ce temps, le HCR et ses complices prêchent le contraire faisant croire que ceux qui rentrent sont massacrés.

M. Joseph Mudatsikira, l'apôtre de la vérité n'est plus.

Jean Bosco Ruzindana, Rwanda Rushya n°56, novembre II 1994, page 12

M. Joseph Mudatsikira, né en commune Mubuga (préfecture de Gikongoro) a fait ses études au séminaire, puis il a travaillé pour l'Etat avant de se lancer dans le journalisme. Il a été le premier à démentir le clan Habyalimana qui affirmait que le FPR n'occupait aucune parcelle du territoire rwandais. Depuis lors, M. Joseph Mudatsikira a été recherché pour être finalement tué avant de voir la victoire du FPR.

Les soldats de la MINUAR ont déçu les Rwandais**Jean Bosco Ruzindana, Rwanda Rushya n°56, novembre II 1994, page 13**

La guerre a commencé le 1er octobre 1990. Elle a été suivie par des négociations au Zaïre, à Dar-es-Salaam et à Arusha en Tanzanie. La signature des Accords d'Arusha a engendré la Mission des Nations-Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) qui avait pour mission de faire respecter ces accords. Après les avoir signés, M. Habyalimana s'est acharné à contrecarrer leur mise en application. Le désordre s'est alors installé dans le pays, les milices *Interahamwe* et *Impuzamugambi* ont suivi des entraînements militaires, des hommes politiques ont été assassinés et le plan de génocide a été affiné et exécuté devant l'oeil complaisant des casques bleus. La MINUAR devrait en répondre devant le peuple rwandais.

La guerre se termine. Que nous laisse-t-elle ?**Jean Gualbert Burasa, Rwanda Rushya n°56, novembre 1994, page 15**

La guerre du Rwanda a duré 4 ans. Elle n'a pas été aussi longue que celle qui a opposé Israël et les Palestiniens, ni celle des Noirs contre l'apartheid en Afrique du Sud, ni celles de Salvador ou du Soudan. Même si elle a été courte, elle a fait beaucoup de dégâts. Ceux qui croient que les problèmes du Rwanda seront réglés par la guerre se trompent. Les survivants ont une dette importante envers ce pays.